

« Les déchirements du capitalisme du sommet » que nous analysons dans le [n° 22 de Temps critiques](#) (automne 2022) accentuent encore davantage les tensions entre les tendances démocratisantes et les tendances souverainistes des États.

De sorte que les incertitudes géopolitiques se creusant et les guerres à dimension mondiale se multipliant, ce sont non seulement les fondements mêmes de la souveraineté de l'État et de son efficacité qui sont questionnés et qui réapparaissent sur la scène politique, mais le devenir même de l'État qui serait en jeu.

Sous le titre, « Dépasser l'État », un récent article du journal *Le Monde* présente les thèses des anthropologues anarchistes sur la question de l'État. On lira ci-dessous le commentaire proposé par Jacques Guigou.

Notes sur « [Dépasser l'État](#) » (*Le Monde*, 25 nov. 23)

Le titre de cet article sur un possible « dépassement de l'État » se veut attractif pour des lecteurs du journal *Le Monde* qui partagent volontiers l'idéologie du dépassement, un des mots d'ordre de « la révolution » impulsée par « la transition vers le nouveau monde ». Une attraction vite décevante à la lecture du texte, puisque puisqu'il se conclut par « l'impossibilité de son abolition » et que, de plus, l'État « est devenu un horizon intellectuel indépassable » (Descola).

En réalité, l'auteur présente les travaux de quelques anthropologues américains qui depuis environ deux décennies sont des continuateurs des thèses de Pierre Clastres sur « La société contre l'État » et aussi celles d'autres auteurs sur les origines de la « souveraineté étatique ».

En 1974, à la publication du livre de Clastres, nous avons indiqué la méprise qu'entretenaient les travaux de cet anthropologue : aucune société ne s'oppose à l'État ; elle se combine avec lui. Seules peuvent s'opposer à lui, les formes de groupement humain de type communautaire qui sont d'une part bien antérieures aux sociétés et d'autre part, dans la période historique, sont extérieures, éloignées ou étrangères aux sociétés, toutes plus ou moins étatisées.

David Graeber et Marshall Sahlins sont les deux figures les plus connues de ces courants. Graeber, auteur de nombreux essais dont un sur la dette, a été un des leaders du mouvement *Occupy Wall Street*. En France Philippe Descola, un des diffuseurs de cette anthropologie politique et historique, défend les expériences libertaires des ZAD mais aussi

celles du Rojava (Kurdistan) et du Chiapas. Autant de modes de vie collectifs qui dit-il, agissent « dans les interstices » qu'ils occuperaient contre (ou malgré) le pouvoir territorialisant de l'État.

Sur les premières formes d'État, ces anthropologues ne sont pas très convaincants. Ils passent sous silence la longue période pendant laquelle les groupes humains du paléolithique vivaient en communauté, ce qui ne signifie pas que celles-ci étaient exemptes de formes de pouvoir liées au sexe, à l'âge, à la parole, etc. Le passage se fait lentement avec l'émergence des « grands hommes » (Lugan) puis des chefferies, puis des royautes.

La communauté-société n'est pas séparée de l'État et de son organisation. Dans mon article de 2012 sur « L'État réseau et la genèse de l'État » je vois des analogies entre ces communautés-sociétés et l'État sous sa forme réseau d'aujourd'hui. Jacques Camatte les nomme « l'État sous sa première forme ». Une hiérarchisation sociale s'affirme ; une entité supérieure (roi divin, pharaon, prêtres, économie palatale) exerce un pouvoir participatif ; la société n'est pas séparée de l'État. Ce n'est qu'avec la seconde forme de l'État qu'intervient la séparation entre l'État et la société. Dans les empires mésopotamiens et assyriens, les royaumes mèdes, les cités-États grecques l'État s'autonomise de la société et de ses divisions, il se constitue comme unité supérieure qui assure un ordre militaire, religieux, politique et économique. Cette émergence lente et discontinue de l'État dans les sociétés historiques ne semble pas être un sujet d'intérêt pour les anthropologues anarchistes. L'État semble avoir été identique à lui-même depuis la nuit des temps

La dimension communauté humaine est absente de cette anthropologie anarchiste. C'est une de ses principales faiblesses et cela oblitère nombre d'écrits de ses auteurs.

James Scott, un autre essayiste de ce courant, dans *Homo domestique. Une histoire profonde des premiers États* (2019) cherche à montrer que l'État a une place modeste dans l'histoire humaine. Il critique les philosophes classiques de l'État (Bodin, Hobbes, Locke, Rousseau) pour qui l'État est un principe universel et en quelque sorte, adéquat à la nature humaine.

Mais il conduit sa critique sur la seule base de l'histoire d'une population d'une région montagneuse du Sud-Est asiatique : Zomia qui durant des siècles se serait passée d'un État et même de gouvernement. L'exemple est intéressant, mais pas concluant. L'absence d'un État central, n'est pas la preuve d'une société exempte de formes étatiques. À Zomia comme

ailleurs, des pouvoirs locaux, des chefferies, des clans, des confréries ont pu conduire à la création d'États. Par exemple dans la civilisation berbère, s'est opéré un lent et discontinu passage de formes communautaires à des formes de sociétés plus ou moins étatisées : des confédérations de tribus rassemblées dans une dynastie royale. Scott avance ailleurs que l'effondrement des empires signifiait pour la majorité de leurs habitants « la destruction d'un ordre social oppressif ». Or, tous les empires, à toutes leurs époques, n'ont pas été essentiellement oppressifs. La forme impériale de l'État n'a pas été et de loin, la seule forme prise par les États au cours de l'histoire. Les fédérations de nations, par exemple, sont parvenues à des régulations de rapports sociaux qui n'étaient pas essentiellement « oppressifs ». Ainsi en fut-il des États du Languedoc aussi bien dans l'époque médiévale que moderne.

Là encore, le credo anarchiste selon lequel l'État n'est que répressif induit des méprises. Que l'État puisse être en quelque sorte cogéré par les individus, les groupes, les réseaux, sont des dimensions politiques absentes chez les anthropologues anarchistes. Comme chez Clastres, la société ne peut qu'être « contre l'État ».

La contre-dépendance des anarchistes vis-à-vis de l'État que nous avons soulignées à maintes reprises se vérifie ici sans surprise. En définitive, pour ces anthropologues anarchistes (comme pour des philosophes d'ailleurs, par exemple les livres de Jean-Claude Michéa sur le libéralisme comme origine et cause du capitalisme), la forme étatique qui est en filigrane de leur vision, c'est un État social-libertaire. Soit une forme proche de celle de l'actuel État réseau.

Dans mon article « [L'État sous la forme nation et sous la forme réseau](#) », Temps critiques, n° 20, automne 2020, j'ai précisé ces deux notions et explicité leur effectivité actuelle.

Sur l'État moderne, ces auteurs semblent découvrir que l'État opère par « une chaîne d'abstractions » ; que « l'abstraction est le premier vecteur de la domination de l'État ». Hegel connaît pas ? L'État comme retour en soi de l'Esprit dans le monde et comme accomplissement de la raison dans l'histoire, voilà une « chaîne d'abstractions » qui ne date pas d'hier, mais que nos anthropologues anarchistes semblent négliger. Ce qui n'est pas étonnant quand on sait le sort qui est fait à la dialectique aujourd'hui dans les milieux « éveillés ».

Plus près de nous, il y a près de 50 ans, Henri Lefebvre définissait l'État comme « une forme de formes » et il l'analysait de manière bien plus probante, malgré l'impasse dans laquelle il s'est fourvoyé avec son concept de « mode de production étatique ». Au moins, Lefebvre tenait-il compte de l'analyse du « dépérissement de l'État » chez Marx. Eux veulent le « civiliser » dans une société socialo-libertaire avec un État dont la forme réseau semble la plus appropriée.

Comme la forme communauté et la notion de communauté-société sont absentes pour comprendre la genèse de l'État, la forme État-royal est également absente de leur histoire médiévale et moderne de l'État.

De sorte qu'ils en viennent à faire de la « révolution papale » l'origine de la souveraineté de l'État. « L'Église-État » et son administration serait le modèle à partir duquel se serait affirmé l'État et sa légitimité politique et philosophique.

Comme si les tensions, les contradictions et bien sûr aussi les alliances entre l'Église et l'État royal n'avaient pas influencé le devenir de l'État sous sa forme nation. La Révolution française est emblématique de ces oppositions : elle s'est faite contre l'Église et ses fidèles, en discontinuité violente avec celle-ci ; mais elle fut davantage en continuité de fait avec l'État royal même si politiquement, elle a pris sa place. La continuité entre la monarchie absolue française sous Louis XIV et le jacobinisme révolutionnaire a pu être soulignée par des historiens qui n'étaient pas tous des « contre-révolutionnaires ».

Transparaît encore ici le présupposé anarchiste de ces anthropologues ; un présupposé qu'ils ne questionnent pas lorsqu'ils se font historiens. Comme, par exemple, dans l'affirmation suivante de David Graeber, « [Le néo-libéralisme nous a fait entrer dans l'ère de la bureaucratie totale](#) » (site *Les crises*, 8 nov.2015). Désirant combattre l'État et le marché, Graeber en vient à assimiler les politiques néolibérales de dérégulation avec un accroissement de la bureaucratisation aussi bien dans l'administration d'État que dans les firmes privées. Il ne semble pas percevoir que les réseaux, le management individualisé et les processus de particularisation ont profondément transformé les organisations bureaucratiques de la période industrielle du capitalisme. Après l'échec des mouvements contestataires, antiautoritaires et d'insubordinations dans les années 65-75, l'État et la société ont été puissamment débureaucratisés. C'est un processus inverse à celui de la « bureaucratisation du monde ¹ » critiqué par Bruno Rizzi à la fin des années 30. Mais pour que l'antiétatisme anarchiste garde une portée politique crédible, il faut que l'ennemi soit encore et toujours « le plus froid des monstres froids » (Nietzsche).

Quand des anthropologues anarchistes veulent « civiliser » l'État

Pour les anthropologues anarchistes, la globalisation est à la fois nationale et libérale. Elle combine universalisation de l'État-nation, identitarisme national ou communautaire et puissance économique technique et culturelle. La synthèse de cette dynamique néo-libérale de l'État trouverait aujourd'hui ses porte-drapeaux avec Trump, Erdogan et Modi (auxquels ils vont ajouter le nouveau président argentin Milei). Partisans d'une version social-libertaire de l'État, on ne trouvera pas dans les écrits de ces anthropologues une analyse sur les raisons politiques et économiques qui font que de tels chefs d'État à tendance autoritaire réalisent la synthèse entre la forme nation et la forme réseau de l'État alors que des démocrates « pur jus » n'y parviennent pas.

Hégémonie du néolibéralisme, tel est leur dernier mot sur le mouvement du capital. Xi Jinping, Biden, l'UE, Lula, Maduro et quelques autres, monteraient-ils la voie pour sortir de « l'hégémonie du néolibéralisme ? »

Autant de questions qui ne semblent pas troubler ces anarchistes qui dissertent sur l'histoire de l'État... sans parler du capital et des divers rapports que l'État entretient avec lui. Fredy Perlman avec son *Against His-Story, Against Leviathan* (1983) et malgré son anarcho-primitivisme, avait tout de même un autre souffle politique et anthropologique.

JG

12 déc. 2023

Notes de bas de page :

1. Bruno Rizzi, *La bureaucratisation du monde*, Première édition 1939, seconde édition Champ Libre, 1976.[↔]